

Histoire de Madagascar : 1. Les origines du peuple malgache

Premières origines

Le peuple malgache est issu d'immigrations successives, remontant - selon les historiens - au Ve siècle avant J.C. ou au début de notre ère.

L'immigration "indonésienne"

Les premiers découvreurs de l'île seraient des navigateurs venus du sud de Bornéo, où on trouve toujours parlées par les peuples daya (notamment les Ma'anyan) des langues très apparentées à celles parlées à Madagascar.

Ces migrants avaient acquis des anciens Austronésiens une grande maîtrise de la navigation : ils utilisaient une grande diversité d'embarcations (multicoques, monocoques simples ou à balanciers), s'orientaient d'après le soleil et les étoiles, utilisaient les courants marins et les vents saisonniers des moussons

de l'Océan Indien. Ils auraient apporté dans l'île de nombreuses plantes d'Asie du sud-est, comme le riz, la banane, le cocotier, l'igname, le taro, la canne à sucre. Ils maîtrisaient la métallurgie, y compris celle du fer, et le tissage de la soie.

L'immigration arabe et africaine

Sémites et Arabes islamisés développent la navigation et le commerce dans l'Océan indien, supplantent les Indonésiens et créent de nombreux comptoirs sur la côte nord-ouest et nord-est de l'île.

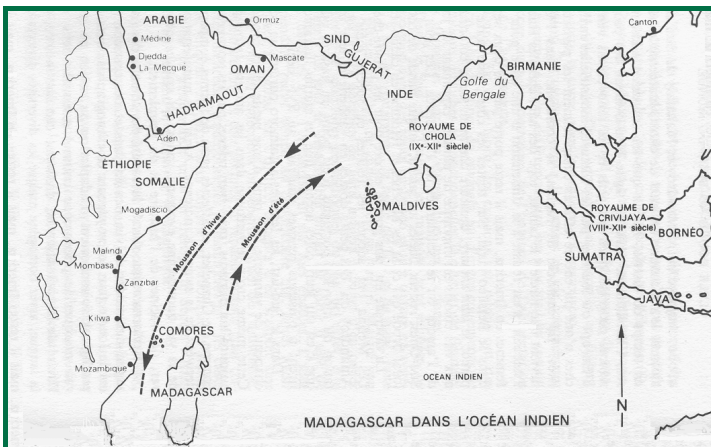
A partir de ces comptoirs, l'île exporte du fer, un peu d'or, du riz, des bois de palétuvier (pour les constructions en Arabie), et reçoit, de la Chine et de l'Inde, épices, perles et céramiques...

Les noms de Madagascar

- *Phébol*, *Cerné* pour Aristote et Pline ; *Menuthias* pour Ptolémée ; *Medruthis* pour les marins grecs ; *Sarandib* pour les Perses et les Arabes (qui lui auraient plus tard donné des noms de princesses des mille et une nuits : *Djafouna*, *Cherbezat*) ;
- *Madagascar* pour les cartographes (XVe siècle), nom proche de *Madecasse* ou *Madecafe* donnés par les indigènes à leur île ;
- *San Lourenço* (St Laurent) pour les premiers navigateurs portugais, *Île Dauphine* pour les Français (Henri IV).

De la traite d'esclaves sur les côtes de l'Afrique de l'Est naît l'immigration africaine le long de la côte ouest et nord-ouest de l'île.

◀ Les vents de mousson entre l'Inde et la côte d'Afrique de l'Est (P. Vérin : *Madagascar*, 2000). ▼ Premiers boutres sillonnant l'Océan indien.



Les premières cartes de Madagascar

Ci-dessous, Madagascar sur la carte réalisée en 1507 par Martin Waldseemüller (à St-Dié) à partir des documents et connaissances accumulés jusque là. La même année, lors de l'expédition vers les Indes d'Alonso Alburquerque, les Portugais font le tour de l'île et font de nombreux relevés, qui permettront d'établir ensuite des cartes plus fiables de l'île, comme la carte ci-contre à droite, établie en 1550 (Ano., Nat. Maritime Museum, London).



Les tentatives d'implantations européennes

En 1500, le Portugais Diego Dias est le premier européen à découvrir et aborder, par hasard, Madagascar.

L'île fait ensuite l'objet de nombreuses tentatives d'implantations des Portugais (XVIe siècle), des Hollandais (fin du XVIe siècle) et des Anglais (XVIIe siècle). De 1642 à 1672, les Français (Pronis, puis De Flacourt) s'installent à Fort-Dauphin (sud-est de l'île) qu'ils abandonnent, après de lourdes pertes, au profit de La Réunion.

Toutes ces tentatives échouent face à la forte résistance des royaumes indigènes.

L'île reste finalement une escale sur la longue route maritime reliant l'Europe à l'Asie du sud-est (approvisionnement en vivres frais et en esclaves).

Histoire de Madagascar : 2. Les royaumes malgaches

Du XVe au XVIIe siècle: de multiples royaumes

Une période marquée par l'émergence de petits royaumes, pour le contrôle des terres fertiles, des cours d'eau et des voies de communications de royaumes.

A l'Est, le **royaume Antemoro** (du XIIIe au XIXe siècle), créé selon la légende par le sultan Ramakarano venu de La Mecque, est connu pour son organisation sociale, le contrôle du commerce, les écritures, la médecine et la diplomatie. Plus au nord, au XVIIIe siècle, les **royaumes betsimisaraka** s'étendent de la baie d'Antogil jusqu'à Mananjary.

A l'Ouest, à partir du XVe siècle, les royaumes **sakalava** s'étendent sur presque toute la côte, du sud de Toliara jusqu'à Mahajunga. Un des souverains, Andriandahifotsy, s'assure une suprématie politique par des alliances

avec les chefferies et royaumes locaux, et se dote d'une armée moderne dont les raids plus lointains vont jusque sur la côte Est où règnent les Betsimisaraka.

Au sud, naissent les **royaumes mahafaly** (XVIe siècle), **zafimanara** et le royaume de **Masikoro**, qui, au XVIIe siècle, va étendre son influence jusqu'au nord de Toliara.

Au centre, les **royaumes betsileo** ont été fondés au début du XVIIe siècle. Leurs rois les plus connus - Andriampianarana et son successeur Andrianonindranarivo - mettent en place une solide organisation sociale et une armée bien équipée qui permettent une large extension territoriale. Mais aux XVIIe et XVIIIe siècles, le royaume betsileo est à nouveau divisé et reconnaît la tutelle de l'Imerina.

Fin XVIIIe et début du XIXe siècle : l'unification par la monarchie merina

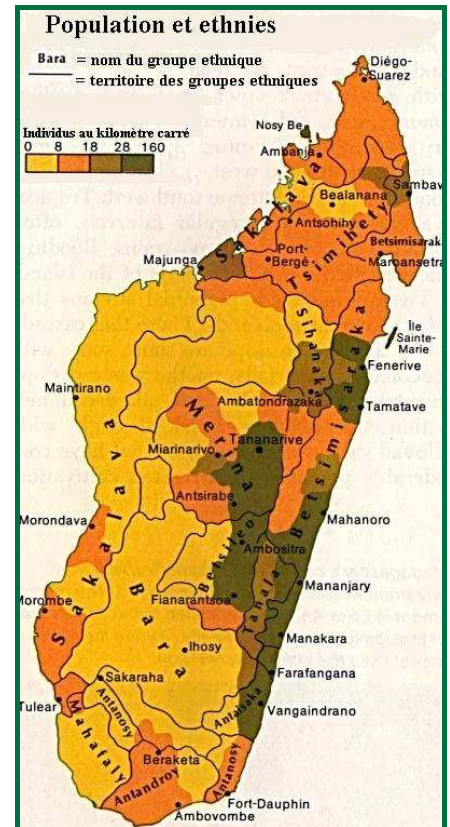
Les Merina, autre peuple venu d'Orient, s'installent sur les hautes terres à partir du XVe siècle.

Après la reine Rangita, fondatrice de la dynastie de l'Imerina ("les Hautes Terres sous le soleil"), ses successeurs, Andriamanelo, Ralambo et Andrianjaka, structurent le royaume, le dote d'une organisation sociale en quatre classes : les nobles (Andriana), les citoyens libres (Hova), les serfs (Mainty) et les esclaves (Andevo). Au début du XVIIe siècle, le roi Andriamasinavalona poursuit l'extension du royaume vers l'ouest et vers l'est, mais il

partage le royaume entre ses quatre fils qui vont aussitôt s'affronter.

A la fin du XVIIIe siècle, le roi **Andrianampoinimerina** (1786 -1810) réunit l'Imerina par la diplomatie, les alliances et les opérations militaires. Il installe la capitale à Antananarivo. Il organise durablement l'Etat (administration territoriale, justice, impôts...). Il installe des garnisons sur tous les confins du royaume, sans l'étendre autant qu'il le voulait ("*la mer est la limite de ma rizière*")...

Radama 1er (1810-1828) poursuit l'œuvre de son père. Avec l'aide de l'Angleterre, qui le reconnaît roi de Madagascar et lui apporte une coopération militaire, culturelle et religieuse (la contrepartie : la fin de l'esclavage), entre 1822 et 1827, il soumet les Betsileo, les



Source : www.li.utexas.edu

Betsimisaraka, les Sakalava. En 1825, la langue malgache devient langue écrite. En 1827, près de 4 000 Malgaches savent lire et écrire; les écoles se multiplient. Le protestantisme s'étend. Le commerce international est florissant, notamment avec l'Europe.



◀ Le Roi Andrianampoinimerina

Le roi imerina sans doute le plus célèbre de la dynastie, reconnu pour sa fermeté et également pour son sens du dialogue et de la justice (« *Je construis des digues, c'est pour que vous ayez de l'eau de riz, vous mes sujets. Je donnerai de l'eau de riz aux grands et j'en donnerai aussi aux petits, car je veux que chacun fasse entrer l'eau chez lui, qu'il soit petit ou qu'il soit grand* »).

▶ Le Roi Radama I



Histoire de Madagascar : 3. La fin du royaume



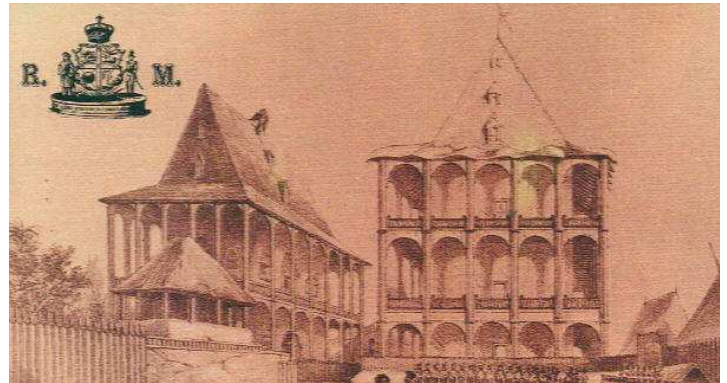
La Reine Ranavalona I

Le déclin et la fin du royaume imerina

Première épouse de Radama, **Ranavalona I** lui succède (1828-1861). C'est "la reine folle", la "Caligula féminine" : elle aurait été responsable de l'exécution rituelle d'un million de ses sujets, notamment chrétiens et esclaves ! Très nationaliste, elle rompt les relations avec l'Angleterre, expulse les missionnaires.

Parallèlement, elle crée un embryon d'industrie (notamment d'armement), poursuit la modernisation de l'armée (ce qui lui permet de résister à une tentative de débarquement anglo-français à Tamatave en 1845). Mais à la fin de son règne, elle laisse un Etat ravagé par la peur...

Le Palais de la Reine de Manjakamiadana à Antananarivo : construit en bois, vers 1839 sur le sommet de la colline d'Analamanga, il fut rebâti en pierre par l'architecte anglais James Cameron entre 1868 et 1873 sous le règne de Ranavalona II.



A la mort de Ranavalona I, **Radama II** (1861-1863) s'efforce de reprendre la politique de Radama I, mais il est assassiné en 1863. Le pouvoir passe alors aux mains du premier ministre **Rainilaiarivony** (1865-1895), qui épouse successivement les trois reines Rasoherina, Ranavalona II et Ranavalona III. Pour éviter la mainmise européenne sur son pays, il le modernise, développe l'éducation * et se convertit au protestantisme avec une grande partie du peuple.

* En 1894, les écoles du royaume comptent plus de 200 000 élèves, ce qui faisait de Madagascar l'un des pays les plus scolarisés au monde.



De gauche à droite, Rainilaiarivony (1865-1895) et ses trois reines Rasoherina (1863-1868), Ranavalona II (1868-1883) et Ranavalona III (1883-1895)

La conquête française

La France impose son **protectorat** à l'île par le traité de 1885, qui est reconnu par la Grande-Bretagne en 1890. Pour garantir la sécurité des Européens, et surtout leur libre installation, une expédition française débarque à Majunga et atteint Antananarivo (1895). Cette campagne débouche sur le traité du 1er octobre 1895 qui confirme le "protectorat" de la France, affectant surtout le contrôle de l'économie et les relations extérieures de l'île. Mais, l'éclatement de la résistance populaire, qui occasionne de lourdes pertes (6 000 hommes) et l'arrivée du général Galliéni en 1896 aboutissent à la **colonisation directe** le 6 août 1896 et à l'abolition de la monarchie le 28 février 1897 (déposition et exil de la reine Ranavalona III à Alger).



Le petit journal - 2 juin 1895

La place pour nos colons et notre argent...

Aujourd'hui même, malgré les déboires d'une campagne extraordinairement pénible, Madagascar est très populaire en France, et les compagnies qui se forment pour son exploitation, les colons qui veulent aller s'y établir, les capitaux qui sont prêts à s'y aventurer, en sont une preuve éclatante. (...)

Oui, il y a de la place à Madagascar pour nos colons et notre argent, pour nos ingénieurs et nos pionniers, dans les mines, dans l'industrie et le commerce, dans l'agriculture. (...)

Pourvu que nos émigrants et nos capitaux soient sagement employés et que ceux-là soient des hommes sérieux, travailleurs et suffisamment instruits...

J. Piolet *De la colonisation à Madagascar* (Paris, Ed. Challamel, 1896)

Histoire de Madagascar : 4. La colonisation française

L'impulsion par le Général Gallieni (1896 - 1905)

Doté des pleins pouvoirs, le général Gallieni, gouverneur de 1896 à 1905, "pacifie" d'abord l'île avec brutalité (près de 100 000 morts sur une population totale de 2,5 millions d'habitants) et met en place une politique de colonisation dans tous les domaines :

- remplacement des gouverneurs merina par des administrateurs français relayés par des cadres administratifs locaux ;
- encouragement de la migration européenne (colons, compagnies...) par l'octroi de concessions et l'élimination de la concurrence étrangère ;
- réalisation de premières infrastructures (routes, voies ferrées, ports...) profitant surtout aux colons et à la métropole ;
- consolidation du "Code de l'indigénat" ;
- développement de l'enseignement laïc chargé de promouvoir la langue française et de former des fonctionnaires et ouvriers indigènes ;
- création de l'Ecole de médecine en 1897, de nombreux hôpitaux (14 en 1901, 129 en 1905) et de l'Assistance Médicale Indigène (consultations et médicaments gratuits) ;
- amélioration du sort des habitants : suppression de privilèges, distribution de terres aux anciens esclaves, ... ;
- fondation dès 1902 de l'Académie malgache, chargée de favoriser la préservation du patrimoine culturel malgache, etc.



« La langue française doit devenir la base de l'enseignement dans toutes les écoles de l'île. [...] Vous ne devez jamais perdre de vue que la propagation de la langue française dans notre nouvelle colonie est l'un des plus puissants éléments d'assimilation à notre disposition... »

« Le premier contact de nos commandants de cercle et administrateurs avec nos sujets du plateau central mit en évidence la nécessité de secourir une population clairsemée et souffreteuse, d'améliorer son état sanitaire et son accroissement, dans un but humanitaire, autant qu'économique et politique ».

Le Code de l'indigénat

Mis en place en 1887, le régime ou Code de l'indigénat était destiné à faire régner le "bon ordre colonial".

Il assujettit les autochtones aux travaux forcés, à l'interdiction de circuler la nuit, aux réquisitions, aux impôts de capitation.

Il distingue deux catégories de citoyens : les *citoyens français* d'origine métropolitaine et les *sujets français*, privés de la majeure partie de leur liberté et de leurs droits politiques. Ce système d'inégalité sociale et juridique perdura jusqu'en 1946.

Dès 1908, quelques réalisations françaises...



Chemin de fer Tamatave-Tana



L'agence du Comptoir d'Escompte de Paris à Tana



Ecole à Tananarive

La mise en valeur de la colonie (1907-1946)

Au départ de Gallieni, les grands axes de la politique coloniale sont tracés. Les gouverneurs généraux suivants mettent en place une administration efficace (création de 8 régions dans les années 1930, puis 6 qui constituent les provinces actuelles) et entreprennent le développement de l'île :

- Extension des voies de communication : routes (2 000 km en 1925, 15 000 en 1935), rail (Tananarive-Tamatave, Fianarantsoa-Manakara, ...), aviation (liaisons avec la métropole et lignes intérieures dès 1936), ports aménagés (Tamatave, Diégo-Suarez, ...)
- Extension des cultures d'exportation : café (40 % des exportations), vanille, girofle, tabac, sisal, canne à sucre... ;
- Exploitation de mines de graphite, mica et autres minéraux "semi-précieux" ;
- Politique de santé et d'urbanisation, qui entraîne un fort accroissement démographique : la population malgache double (5 millions habitants en 1958), celle de Tananarive triple (65 000 habitants en 1914, près de 200 000 en 1958) ;
- Emprise de grandes compagnies européennes qui créent de multiples réseaux

d'activités (rizières du lac Alaotra, sucreries du Nord et de Nosy Bé, exploitations forestières, plantations de coton, commerce de bovidés, etc.), et s'intéressent surtout aux bénéfices immédiats de l'import-export et du "collectage" de produits malgaches (effectué via les petits commerçants de brousse chinois, indiens ou créoles).

Mais cette mise en valeur ne profite qu'aux Européens (35 000 au plus en 1940) et à une petite minorité de Malgaches (fonctionnaires, gros commerçants...).

Les petites exploitations agricoles indigènes sont marginalisées et ont du mal à satisfaire les seuls besoins familiaux. Le code de l'indigénat imposé pour les travaux d'intérêt général est de plus en plus mal supporté. L'hécatombe de la première guerre mondiale (4 000 tués sur 45.000 Malgaches mobilisés) et la propagation de la "grippe espagnole" (des dizaines de milliers de morts) créent un traumatisme. La francisation forcée des écoles malgaches entraîne une forte baisse relative de la scolarisation.

Le mécontentement s'étend et le nationalisme gagne du terrain.

Histoire de Madagascar : 5. L'indépendance

Le mouvement nationaliste

Dès 1913, des nationalistes, souvent médecins et intellectuels merina, forment la **Vy vato sakelika** (V.V.S : "Fer, pierre, réseau"), une société secrète militant pour la liberté et l'égalité des droits. Ses animateurs (notamment le pasteur **Ravelojoana**), sont arrêtés, condamnés, puis amnistiés en 1921.

Ensuite, après plusieurs échecs des demandes d'assimilation (a), le mouvement nationaliste se développe sous l'impulsion de **Ralaimongo** et de **Ravoahangy**.

A partir de 1946, le combat pour la restauration de l'indépendance est mené par le **Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache** (MDRM), dirigé par **Raseta** et Ravoahangy, qui remporte les premières élections générales de janvier 1947.

En mars 1947, éclate une **insurrection**, suivie d'une terrible répression entraînant la disparition de dizaine de milliers de personnes, la dissolution du MDRM et l'arrestation de ses dirigeants.

a. En 1922, **Ralaimongo**, animateur du journal *L'Opi-nion* et fondateur de la Ligue française pour l'accession des indigènes de Madagascar aux droits de citoyens français, réclame la transformation de l'île en département. En 1934, la publication *La Nation Malgache*, animée par **Dussac** et **Ravoahangy**, réclame la fin de l'indigénat et l'accession de tous à la citoyenneté française.

L'insurrection de 1947 et sa répression

"Atrocités des rebelles : colons coupés en morceaux, femmes violées et sagayées, enfants égorgés. Atrocités de la répression : prisonniers massacrés dans un train à Moramanga, mitraillage dans les prisons, exécutions de prisonniers sans jugement..."



Photo Jacques Tronchon

Le nombre des victimes de l'insurrection n'a jamais été clairement établi. Les sources les plus sérieuses parlent au total de **100 000 morts**.

Selon l'état-major français, il a eu 550 civils européens tués et la "pacification" a fait 89 000 victimes malgaches, 2 250 militaires français, dont 1 900 tirailleurs sénégalais. (...) Le 10 juillet 1947, le président de la République, Vincent Auriol, écrivait : *"Il y a eu évidemment des sévices et on a pris des sanctions. Il y a eu également des excès*

dans la répression. On a fusillé un peu à tort et à travers".

En 1950, d'après une enquête officielle du Gouverneur général Bargues (auprès des chefs de villages et des notables), il n'y aurait eu "que" 11 162 victimes malgaches (1646 tués par les rebelles, 4126 tués en opérations, 5390 disparus ou morts en forêt), 140 Français et 40 étrangers tués (Indiens, Chinois...).

Des sources malgaches parlent de 300 000 morts liées à la guerre, la famine et les épidémies dans les camps.

Le recouvrement de l'indépendance

Après la défaite en Indochine (1954), l'acheminement vers l'indépendance s'accélère :

■ 1956 : la Loi-Cadre française (loi Defferre) prévoit des élections au suffrage universel et le transfert du pouvoir exécutif aux autorités locales.

■ Juillet 1958 : Philibert Tsiranana, un député "côtier", opposé à la restauration de l'an-

cienne hégémonie méridionale, accède à la tête du gouvernement.

■ Mai 1958 : un Congrès de l'indépendance réuni à Tananarive réclame une république unitaire et un statut analogue à celui des pays du Commonwealth britannique.

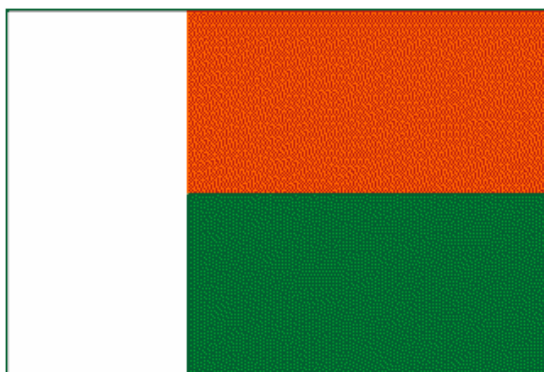
■ Août 1958 : le général De Gaulle présente à Tananarive le projet de Communauté.

■ Septembre 1958 : au référendum sur la constitution de la Ve République, 77 % de oui

■ Octobre 1958 : un Congrès national proclame l'autonomie de la République malgache et adopte le drapeau, le blason et l'hymne du pays ; Tsiranana est élu président.

■ 26 juin 1960 : proclamation de l'indépendance.

Le drapeau national



◀ La bande horizontale rouge représente les Méridiens, l'ethnie dominante. La verte symbolise les habitants de la côte. La bande blanche verticale marque l'instauration de la république autonome en 1958.

Tanindrazana, Fahafahana,
Fahamarinana : Patrie,
liberté, honnêteté ▶

L'armoirie et la devise nationales



Histoire de Madagascar : 6. La République malgache (1960...)

La 1ère République malgache (1960-1972)

Animée par Tsiranana (réélu en 1965 et en 1972 à une écrasante majorité), la 1ère République instaure un régime présidentiel modéré. Sa politique économique néo-libérale, associant initiative privée, nationale et étrangère, développement coopératif et intervention de l'Etat (sociétés d'économie mixte et d'aménagement du territoire...), permet un essor économique modéré, mais général. La politique étrangère privilégie les rapports diplomatiques et commerciaux avec l'Occident, surtout avec la France omniprésente.

A partir de 1967, l'opposition critique les avantages accordés aux côtiers au détriment des Merina et les accords de coopération de 1960 avec la France. Après la répression en avril 1971 d'une "jacquerie" paysanne dans le sud et les grèves estudiantines et ouvrières de 1972, Tsiranana, malade, se retire et laisse le pouvoir au général Ramanantsoa.



1961 : Visite du Président Tsiranana (à gauche) ► à l'Institut Pasteur de Tananarive (en inauguré en mars 1900)

La fracture historique de 1972-1975



Ramanantsoa (◀ photo), au pouvoir durant 28 mois avec un gouvernement "apolitique", obtient l'évacuation des forces françaises en 1973 et la sortie de Madagascar de la zone franc. L'opposition des partis l'amène à démissionner brusquement et à laisser le pouvoir au colonel **Ratsimandrava**, assassiné peu après.

Le vide politique est comblé par la formation d'un Directoire militaire conduit par le général **Andriamahazo**, puis en juin 1975 par celle du Conseil Suprême de la Révolution présidé par le capitaine de frégate Didier **Ratsiraka**, ex-ministre des Affaires étrangères de Ramanantsoa. Une ère nouvelle commence...



Ratsiraka, nommé chef de l'État en 1975, élu président en 1982 et réélu en 1989.

La 2ème République « démocratique » (1975-1993)

La nouvelle république opte pour le socialisme, l'instauration d'un pouvoir populaire à tous les niveaux, la lutte contre l'impérialisme, la priorité aux relations avec les pays de l'Est. Mais, l'incapacité du pouvoir à mobiliser la population, la personnalisation du pouvoir, la dégradation de l'économie (revenu par habitant diminué de 25 % entre 1980 et 1987, graves pénuries alimentaires...), la corruption et de l'insécurité suscitent en 1982 un soulèvement populaire dans tout le pays.

Ensuite, une certaine libéralisation de l'économie et l'amélioration des relations avec la France ne permettent pas à Ratsiraka de redresser la situation. La montée de l'opposition et la répression (notamment le massacre d'opposants le 10 août 1991) achèvent de ternir l'image de Ratsiraka.

Les élections présidentielles de février-mars 1993 donnent une très large victoire au candidat des Forces vives Rasalama, le médecin **Albert Zafy**.

La 3ème République

La 3ème République vient avec l'élection de **Zafy** et l'approbation d'une nouvelle constitution. La mise en œuvre de la "thérapie de choc" prônée par le F.M.I. et la Banque mondiale (désengagement de l'Etat, rigueur budgétaire...) suscite de nouveaux mécontentements. Dépassé par ses nouvelles fonctions (6 gouvernements et 3 premiers ministres en 4ans !), Zafy est destitué en septembre 1996.

En novembre 96, **Ratsiraka** est réélu président de la République. Son nouveau mandat est marqué par un rapprochement avec la France, la privatisation de nombreux secteurs économiques (télécommunications, banques, pétrole...), le développement de zones franches industrielles, notamment dans le textile.



Les élections présidentielles de décembre 2001 sont marquées par une grave crise politique sur fond de contestation de résultats électoraux. **Marc Ravalomanana**, arrivé en tête au 1er tour (46 % des voix contre 40 %



à Ratsiraka), s'autoproclame président et est reconnu officiellement le 26 juin 2002. Il prône la lutte contre la corruption et le développement rapide et durable, avec – jusqu'à présent, des résultats très mitigés...